

Avec Jean-Luc MELENCHON **BALAYONS LE PS POUR RENFORCER LE CAMP DES TRAVAILLEURS**

Des heures d'antenne, de plateaux télé, des kilomètres de colonnes, des semaines durant, pour couvrir un non-événement : les primaires du PS. Ce parti viscéralement rejeté par le peuple après cinq ans de marche forcée du capital financier le plus carnassier, a gouverné sans vergogne par décrets et la matraque à la main contre le peuple travailleur... Plus d'un million de travailleurs dans la rue contre la loi El Khomri. Après la fuite honteuse d'Hollande, évitant de justesse l'humiliation d'un score en dessous de 10%, restaient en lice ses lieutenants : des plus avant-gardistes dans le virage décomplexé à droite, aux plus inquiets à l'idée d'en défendre l'héritage. Dans la fuite en avant ultra-libérale, le grand patronat qui « drive » le PS hésitant, face au discrédit prononcé de ce parti de gouvernement, entre la rupture incarnée par Macron, dans l'optique classique du « il faut tout changer pour que rien ne change »,

ou la tentative jusqu'aboutiste de sauvetage d'un outil PS clairement social-libéral avec Valls.

Il serait bien naïf de considérer que l'émergence de Hamon le « frondeur » serait contraire à ces souhaits du grand patronat.

D'une part parce que Macron est toujours en piste, et qu'en politique il faut toujours maintenir plusieurs fers au feu. D'autre part parce que Hamon offre l'avantage sur Valls, de sauvegarder l'appareil PS tout en lui maintenant un profil de « gauche » marqué, ce qui est finalement la raison d'être du PS comme parti au service de la bourgeoisie destiné à leurrer les travailleurs.

Nous savons ce que sont les « frondeurs », ces cautions de « gauche » du gouvernement, qui n'ont pas levé le petit doigt quand des millions de travailleurs luttèrent contre le rouleau compresseur de la loi El Khomri et qui continuent aujourd'hui

HAMON *est-il vraiment un candidat de gauche antilibérale?*

Les idées de Jean-Luc Mélenchon peuvent-elles se dissoudre dans la candidature du candidat du Parti Socialiste ?

Quelques beaux discours bien à gauche peuvent-ils faire oublier les 5 ans qui viennent de s'écouler où Benoit Hamon a été Ministre mais aussi Député ?

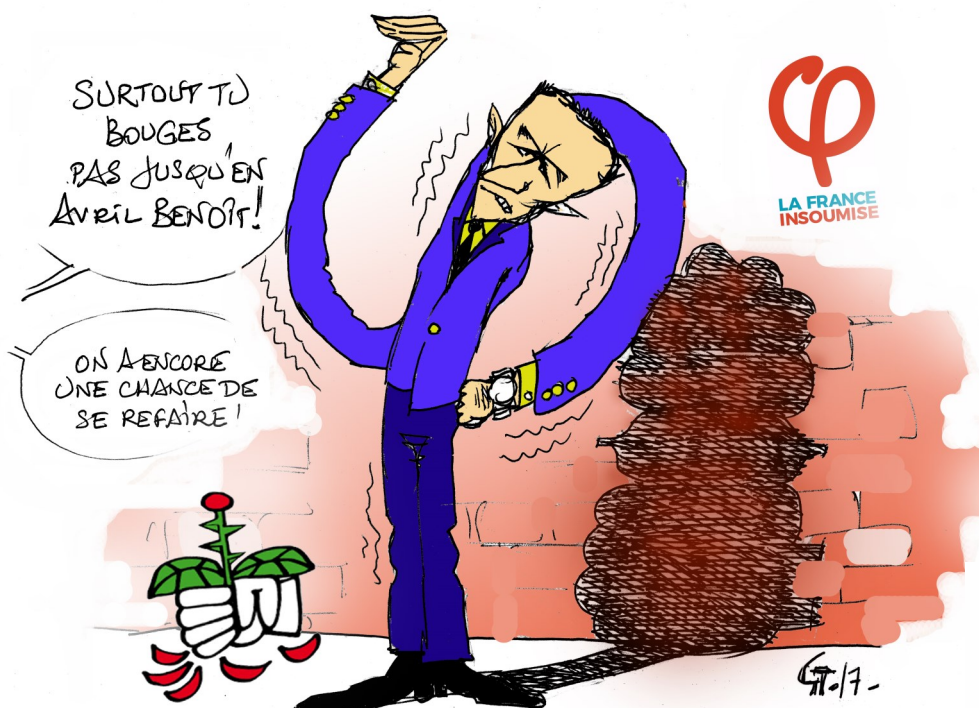
Après lecture de certains commentaires de mes amis et camarades, voici quelques éléments d'analyse de certains de ses positionnements lors des scrutins publics à l'assemblée nationale.

Ce n'est bien sûr pas exhaustif mais l'ensemble des scrutins est disponible sur le site de l'Assemblée Nationale.

Finances

Benoit Hamon qui critique aujourd'hui l'austérité, le CICE, le pacte de responsabilité ne s'est pourtant jamais opposé aux budgets comme l'ont fait certains frondeurs du PS. Il s'est abstenu sur les projets de loi de finances 2015 et 2017.

SUITE EN PAGE 3



encore de faire campagne toute honte bue une rose à la main.

De plus, si Macron est le candidat hollandiste des milliardaires (banque Rothschild), Hamon l'est certainement autant: au premier tour il faut sanctionner le PS et ses pseudo sirènes antifascistes pour faire oublier qu'ils ont pavé la voie à la bête immonde en divisant les travailleurs, les jetant dans la misère et la précarité, légitimant un gouvernement d'exception avec l'état d'urgence et le recours sans gêne à l'article 49-3 et qui aujourd'hui s'érigent en rempart contre le Front National dès le premier tour.

La carte Hamon pour freiner Mélenchon

Mais une menace règne pour la bourgeoisie : l'émergence d'un front de résistance antilibéral avec Jean-Luc Mélenchon en capacité de dépasser le PS discrédité par 5 ans de gestion des affaires du capital.

La bourgeoisie a toutefois plus d'un tour dans son sac. Pendant qu'elle opte progressivement pour l'ultralibéralisme totalement décomplexé d'un Macron ou d'un Fillon, ou encore le cas échéant le fascisme lepéniste, elle laisse derrière elle dans le vaisseau fantôme social-démocrate un dernier pion dérisoire, Hamon, pour tenter de déjouer la menace d'une « mauvaise » surprise avec Jean-Luc Mélenchon.

Car s'il faut encore satisfaire les délicats séants de l'aristocratie socialiste sur les confortables fauteuils de l'Assemblée Nationale et du Sénat, un représentant aux présidentielles reste indispensable, qui tentera d'éviter les tomates lors de ses sorties en campagne en faisant mine de rejeter lui aussi le bilan présidentiel. Cette caste de notables habitués à trahir leurs promesses et leurs électeurs tremble en effet à l'idée d'une raclée électorale. C'est là ce qui lui ferait le plus mal...

Et cette raclée historique et ô combien méritée, seul Jean-Luc Mélenchon peut l'administrer ! Aujourd'hui plus que jamais, la sanction par les urnes doit acter cette progression de la conscience populaire contre les fausses promesses sociale-démocrates et pour la recherche d'autres perspectives, et ouvrir un élan de luttes offensives dans le camp des travailleurs dans le sillage du coup de tonnerre politique que peut provoquer la percée électorale de Mélenchon.

C'est évidemment contre cette menace que le candidat Hamon est mandaté pour

duper encore une fois les « électeurs de gauche ». Mais notre mémoire n'est pas courte à ce point ! Il est important de déjouer ce plan grossier de recyclage des cadres maquillés.

La gauche antilibérale n'a qu'un seul candidat : Mélenchon

La carte Mélenchon est seule efficace pour solder toute volonté de réédition d'une « gauche plurielle » mais surtout antisociale. La gauche dont se réclame Mélenchon, celle du refus des compromissions sociales libérales est issue du refus massif et populaire de 2005 au référendum sur le traité constitutionnel européen. Elle clame : finies les complaisances et les luttes de places sur les fauteuils d'élus, les calculs d'appareils et les compromissions dans l'espoir naïf de suivre à la trace et de « gauchir » un PS toujours « tenté par la dérive droitière » ! Cette fois il faut solder les vieilles habitudes d'« union » avec ce social-libéralisme ravageur, pour un vrai front de résistance populaire, antilibéral, antifasciste et antiguerre ! Prenons du large ! Car la vraie unité, celle au service des travailleurs, passe toujours par des ruptures préalables et nécessaires avec leurs fossoyeurs ! Le PS ne peut en aucun cas être le porte-parole d'une opposition à Macron, Fillon ou

gêne le plus les libéraux du PS et d'EELV), des augmentations de salaire sur le profit créé par les travailleurs et volé par le patronat, plutôt qu'un vaste plan « caritatif », « le revenu universel », d'accompagnement du chômage de masse qui est fondamentalement inhérent au rouleau compresseur libéral... Ce programme conséquent qui comporte des renationalisations offensives, financera de grands projets d'avenir en ponctionnant là où l'argent se trouve (et se perd) : dans les poches des collègues de Macron et des mandataires historiques de l'UMPS, les barons de la finance et du grand patronat. C'est bien évidemment ce que refuse Hamon dont les bribes de programmes ne cesseront de se redessiner avec les ralliements successifs des barons socialistes qui n'auront pas pu négocier assez gros aux législatives avec le banquier d'En Marche. Voilà déjà un an que la campagne de Jean-Luc Mélenchon a débuté, et elle trace un profond sillon préparant sérieusement la victoire en avril prochain, malgré tous les pièges que les ailes interchangeables « droite » et « gauche » du vautour capitaliste tenteront de nous jeter entre-temps : Confiance ! Nous réussissons le « PSexit » et notre élan ne saura plus s'arrêter en chemin !



Marine le Pen ! Et c'est une erreur politique de faire croire un instant qu'il puisse être ce porte-parole.

Le programme de la France Insoumise, « l'Avenir en Commun », met objectivement en avant ce qu'aucun socialiste même « gauchi » ne pourra jamais accepter : la souveraineté de la France comme seul moyen d'appliquer un programme antilibéral et réellement social, par la sortie de l'UE (« plan B ») ; une planification écologique plutôt que de vagues engagements bien-pensants (dans la formule « planification écologique » c'est évidemment le premier terme qui

Ensemble, en ces temps imprévisibles, créons la seule « surprise » qui nous fasse avancer, soyons leur « mauvaise surprise » ! Montrons-leur que nous ne sommes plus dupes de leurs vieilles recettes : le vote utile, c'est Mélenchon, certainement pas Hamon !

Il a voté POUR le PLF 2016 qui acte la disparition définitive de l'ambition de 2012 avec la montée en puissance du CICE malgré l'augmentation du chômage qui plonge désormais plus de 9 millions de nos concitoyens sous le seuil de pauvreté.

Il s'est également abstenu concernant le projet de loi de programmation des finances publiques 2014-2019.

Travail

Au-delà de la loi travail, Benoit Hamon a eu l'occasion de se positionner en tant que député sur des textes importants comme la loi relative au dialogue social et à l'emploi qu'il a soutenu en votant POUR.

Au prétexte de « moderniser » et de « simplifier » les modalités du dialogue social, ce texte réduit pourtant les droits des représentants des salariés.

Sécurité sociale et Santé

Benoit Hamon avait profité des débats de la primaire pour rendre « hommage » au travail de Marisol Touraine, méprisant ainsi les milliers de professionnels qui tirent la sonnette d'alarme depuis des mois sur la dégradation de leurs conditions de travail.

Pourtant, après s'être d'abord abstenu sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale en 2015, il a voté pour le projet de financement de la sécurité sociale 2016 qui était inscrit dans une démarche uniquement comptable visant à financer le pacte de responsabilité.

Ce budget actait pour 2016 d'importantes réductions de moyens. 5,3 milliards d'€ de nouvelles réductions de cotisations sociales accordées aux entreprises, renforçant leur désengagement dans le financement de

notre système de protection sociale.

Au-delà, le plan d'économies sur la santé, de 10 milliards d'€ en 3 ans, dont 3,4 milliards en 2016, se traduit par une réduction drastique de l'objectif national de dépense de l'assurance maladie (ONDAM) dont le taux, fixé à 1,75% est le plus bas depuis 20 ans. Une nouvelle diminution des financements qui va aggraver la situation déjà préoccupante des hôpitaux publics. Il votera également POUR le PLFSS 2017.

Il a également voté POUR le projet de loi de modernisation de notre système de santé qui, malgré quelques dispositions positives, renforce la logique de réduction de moyens engagée par la droite à travers la loi HPST de 2010. Cette politique territorialisée conduit les ARS à ne pas agir prioritairement en fonction des besoins de santé des populations mais avant tout à réaliser des économies qu'elles qu'en soient les conséquences.

Et la 6e république ? Et le nouveau démocratique ?

Benoit Hamon a voté POUR la loi organique de modernisation des règles applicables à l'élection présidentielle qui aura des conséquences extrêmement graves pour le fonctionnement démocratique de nos institutions.

Point emblématique de ce projet de loi, la réforme de l'accès aux médias audiovisuels des candidats pendant la période « intermédiaire », soit entre le moment où la liste des candidats est publiée par le Conseil constitutionnel et celui où la campagne officielle commence. Le principe d'équité, apprécié au regard des résultats aux précédentes élections ou encore des

sondages (dont chacun sait la fiabilité) se substitue désormais au principe d'égalité des temps de parole. La modification se fait donc clairement au détriment des « petits » candidats, lesquels ne pourront bénéficier d'une stricte égalité de temps de parole que pendant la campagne « officielle », quinze jours avant le scrutin, alors que la campagne commence en fait dès la publication des candidatures.

Sous couvert de simplification, cette mesure constitue une grave atteinte au pluralisme et à la diversité. Elle vise de toute évidence à favoriser les trois grands partis aujourd'hui présents sur l'échiquier politique. Merci Benoit !

Et sur la sécurité ?

Manuel Valls a presque fait passer Benoit Hamon pour un libertaire, mais Benoit Hamon a pourtant voté POUR la loi relative au renseignement qui renforce l'arsenal des services de renseignement par une légalisation des pratiques illégales existantes. Le texte étend également le domaine du renseignement qui dépasse ainsi largement la lutte contre le terrorisme. Il organise par ailleurs une surveillance massive du trafic internet, analysé par un algorithme secret défense. Ce dispositif est placé entre les mains de l'exécutif, évitant le contrôle par le juge judiciaire de mesures pourtant gravement attentatoires aux libertés individuelles.

Les motions de censure

Ce grand critique de la ligne gouvernementale qui se montre aujourd'hui plus que jamais opposé à la politique « Hollande-Valls » n'a pourtant jamais voté aucune des motions de censure mis au voix dans l'hémicycle depuis 2012.

« Le revenu universel » de Benoît Hamon : un vernis social dissimulant une réaction sociale généralisée

Benoit Hamon a voulu se donner une image de « gauche », généreuse... attentive aux gens modestes... en promouvant le revenu universel. Mais cette mesure n'est rien d'autre qu'une mesure libérale.

Le premier concepteur du revenu universel est Milton Friedman, père de l'ultra-libéralisme et de toutes les politiques d'austérité qui asphyxient les peuples : en Amérique du Sud dans les années 80, dans l'Angleterre tatchérienne, dans la Grèce soumise aux diktats européistes !

Ce projet vise à « simplifier » les politiques de protection sociales en fusionnant sécurité sociale, allocations familiales, voire certaines retraites ; mais derrière se cache en fait le plus grand plan de remise en cause des conquises des travailleurs : la protection sociale issue des grèves du Front Populaire et des conquises du Conseil National de la Résistance. Notre droit à se soigner, à élever décemment

nos enfants, c'est du salaire différé, ce n'est pas de la solidarité nationale ! Mêler tous ces systèmes, c'est individualiser les choix que fait le travailleur en termes de protection sociale. C'est donc privilégier un système assurantiel contre la redistribution équitable en fonction des besoins assurés par le système de protection sociale actuel. Celui-ci est actuellement financé par des cotisations liées aux salaires. Verser un revenu non salarial aux travailleurs, c'est donc affaiblir le système de protection sociale en le privant de ses ressources.

Ce revenu universel, c'est aussi la légitimation de la précarité au travail. C'est la logique kleenex qui prévaudra : comment s'opposer à un licenciement alors qu'il y aura la garantie d'un revenu qui continuera à être versé derrière ? D'une part, c'est mépriser le rôle structurant du travail dans notre société : notre travail, c'est notre contribution



individuelle au fonctionnement collectif de la société. D'autre part, c'est être exclu régulièrement du travail, changer régulièrement de travail, changer de cercles de socialisation, se plier à de nouvelles règles, accepter l'idée d'une éventuelle réorientation professionnelle, bref c'est vivre dans la crainte du lendemain avec une précarisation totale du statut des travailleurs. C'est l'uberisation de la société !

Ce revenu universel donne aussi une légitimité aux discours sur le salaire maternel. En effet, en ces périodes de chômage organisé, de prétendue pénurie du travail, les femmes pourront être incitées à retourner dans leur pénates pour s'occuper des gosses et du ménage...

Ce projet de revenu universel se fonde, en effet, sur l'idée qu'il n'y aurait plus suffisamment de travail pour tout le monde. Mais alors pourquoi ne pas réduire le temps de travail ? Avancer l'âge de la retraite ? Pourquoi certains devraient-ils s'épuiser au travail et d'autres se morfondre dans un sentiment d'inutilité sociale ? La pénibilité du travail n'est pas une fatalité : pourquoi un travailleur devrait-il effectuer la tâche de plusieurs comme ce fut le cas avec le passage aux 35 heures. Ils devaient produire autant en 35 heures qu'en 39 heures ! Ce n'est pas le travail qui est pénible, c'est son instrumentalisation par un patronat qui se gave de notre souffrance car elle augmente ses profits !

Enfin, ce revenu universel est le plus grand cadeau au patronat d'aide au versement des salaires : en effet, une partie du revenu de l'ensemble des travailleurs sera désormais assuré par l'Etat sans aucune obligation de contrepartie ! Mieux que les contrats aidés, mieux que les exonérations de charge sur les bas salaires, mieux que le CICE ! Pourquoi augmenter les salaires dans ce contexte ? Puisque l'Etat assure une partie des revenus des travailleurs ! De toute manière avec l'institutionnalisation de la précarité comme mode de statut salarié, les travailleurs seront forcément en concurrence permanente les uns avec les autres. Comment revendiquer des hausses de salaire dans ces conditions ?

La généralisation de la précarité

Contrairement aux mensonges de la propagande libérale, ce n'est pas permettre aux chômeurs d'avoir un revenu comme les travailleurs, c'est entériner le fait que chaque travailleur est un chômeur en puissance. C'est inverser la

normalité dans la société : le statut de précaire devient la norme. Or la solution, ce n'est pas la généralisation de la précarité, c'est de mettre en place une politique garantissant à tous un emploi en CDI avec un salaire décent. Interdiction des licenciements boursiers, nationalisation des entreprises qui ferment ou délocalisent, obligation d'embauches durables contre aide, obligation de rembourser les aides induit perçues, voilà quelques mesures permettant à tous de travailler dignement !

Ce projet déconnecte aussi les travailleurs de leur rôle dans le processus de production : désormais une partie de leur revenu ne sera plus assurée directement par leur production de richesses mais par la redistribution de revenus par l'Etat. Ce n'est plus la force de travail qui sera rémunérée. On déconnecte le travailleur de la production de richesses et ce faisant on illégitime encore plus l'idée nécessaire d'expropriation des patrons et actionnaires pour une appropriation collective des moyens de production. Oui, le patron doit verser un salaire rémunérant le travailleur. Ses richesses, il les doit au travailleur qui les produit ! Qu'il le paye !

De plus, l'universalité de ce « revenu » laisse entendre que les actionnaires, banquiers et autres rentiers pourront en bénéficier au même titre que le chômeur de base ??? Quel progrès social !

Un travail pour tous avec un salaire décent, des retraites qui ne jettent pas les vieux travailleurs dans la misère, une allocation adulte handicapée pour les exclus du monde du travail, voilà de justes revendications qui permettent aux travailleurs et à leurs familles de vivre dans la dignité ! Pas ce projet de revenu universel, porteur d'un projet social fondé sur l'insécurité à vie : le travail avec le projet Hamon sera distillé aux uns et aux autres avec parcimonie juste pour les empêcher de se révolter. Ils vivront dans l'attente de travailler, dans la crainte de le perdre. Ce projet, c'est la sécurisation des profits du patronat qui disposera d'une armée de réserve permanente !

Enfin ce prétendu « revenu universel » nécessite la poursuite et l'aggravation du pillage néocolonial des monopoles capitalistes de l'impérialisme Français sur les pays dominés et opprimés. C'est tout le contraire du combat que les internationalistes mènent pour que triomphe dans l'arène internationale le droit au développement des pays sous développés et l'égalité entre les peuples.

